

**RAPPORT N° 2024/1-13
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024**

OBJET

RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION D'AUTORISATION TEMPORAIRE ACCORDEE A LA REGIE « REUNION THD » POUR L'IMPLANTATION D'UNE ARMOIRE DE TELECOMMUNICATIONS SUR LE PARC TECHNOR

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

Par convention notifiée le 18 décembre 2020 et s'appliquant du 25 novembre 2020 jusqu'au 24 novembre 2032, la CINOR a consenti à la Régie « Réunion THD », une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public située sur le parc TECHNOR avec une redevance annuelle de 680 €, pour l'exploitation de l'armoire électrique dédiée au réseau réunionnais d'infrastructures de communications électroniques à très haut débit.

Par courrier remis en date du 30 octobre 2023, La régie THD a sollicité de la CINOR :

- La résiliation anticipée de la convention correspondante, conformément à l'article 14 « dénonciation et résiliation » de la convention d'AOT. Cette résiliation sera effective six mois à compter de la réception du courrier soit le 30 avril 2024.
- L'exonération des redevances dues au titre de l'AOT consentie et des titres de recettes en découlant, à compter du 1^{er} trimestre 2024 et d'un montant cumulé de 226,66 €, en invoquant comme motif le démontage de leurs équipements fin décembre 2023.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la résiliation anticipée de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable du domaine public consentie à la régie « REUNION THD », pour l'implantation et l'exploitation d'une armoire de télécommunications sur le Parc TECHNOR
- Approuve l'exonération des redevances d'autorisation d'occupation temporaire dues à compter du 1er janvier 2024, d'un montant de 226.66 €.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette résiliation.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2024/1-13
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET

**RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION D'AUTORISATION TEMPORAIRE ACCORDEE A LA REGIE
« REUNION THD » POUR L'IMPLANTATION D'UNE ARMOIRE DE TELECOMMUNICATIONS SUR LE PARC
TECHNOR**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 –
FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE
RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/1-13 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-13-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la résiliation anticipée de la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable du domaine public consentie à la régie « REUNION THD », pour l'implantation et l'exploitation d'une armoire de télécommunications sur le Parc TECHNOR

ARTICLE 2

D'approuver l'exonération des redevances d'autorisation d'occupation temporaire dues à compter du 1er janvier 2024, d'un montant de 226.66 €.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette résiliation

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **22** FEV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

